



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

---

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

---

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

---

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

## UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

## COMITE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

## Deuxième session

Genève, 15 au 17 novembre 1978

## PROJET DE COMPTE RENDU

préparé par le Bureau de l'UnionOuverture de la session

1. Le Comité administratif et technique (ci-après dénommé "le Comité") a tenu sa deuxième session à Genève du 15 au 19 novembre 1978. Tous les Etats membres étaient représentés. Parmi les Etats non membres invités, le Canada, l'Espagne et l'Irlande étaient représentés par des observateurs. La liste des participants figure à l'annexe I du présent document.

2. La session est ouverte par le Dr D. Böringer (République fédérale d'Allemagne), Président du Comité, qui souhaite la bienvenue aux participants.

Adoption de l'ordre du jour

3. Le Comité adopte à l'unanimité l'ordre du jour tel qu'il figure dans le document CAJ/II/1, après être convenu qu'il traitera également les questions suivantes :

i) coopération avec les Communautés européennes (document CAJ/II/6), comme demandé par le Conseil à sa quatrième session extraordinaire;

ii) formulaire type de l'UPOV pour la transmission de résultats d'examen (document CAJ/II/5);

iii) compte rendu des discussions du Comité technique à sa douzième session sur la coopération en matière d'examen;

iv) taxes à payer en rapport avec l'examen des variétés réalisé en vertu d'un accommodement sur la coopération;

v) compte rendu du premier Symposium sous-régional andin sur les semences tenu sous les auspices du Groupe andin à Lima (Pérou) du 30 octobre au 3 novembre 1978.

Relations entre les règles sur la concurrence et la protection des obtentions végétales

4. La délégation de la République fédérale d'Allemagne introduit le document CAJ/II/2 qui contient des observations d'Etats membres sur les caractères particuliers des licences de multiplication de matériel de reproduction ou de multiplication par rapport aux licences de fabrication du domaine de la propriété industrielle. Après une discussion détaillée, le Comité est tombé d'accord sur les considérations figurant à l'annexe II du présent document. Il est convenu en outre que ces considérations pourraient être utiles, sur le plan national, pour le jugement des licences de multiplication de matériel de reproduction ou de multiplication du

Harmonisation des bulletins de la protection des obtentions végétales

5. Les discussions se déroulent sur la base des documents CAJ/I/5 et CAJ/II/3. Il est précisé que les bulletins nationaux de la protection des obtentions végétales reposent sur des bases différentes : dans quelques Etats membres, ils constituent des documents de nature juridique contenant des annonces prescrites par la législation nationale, tandis que dans d'autres Etats membres, il contiennent des annonces similaires uniquement pour information. Alors qu'il est admis que le but principal d'un bulletin national est d'informer le public dans le pays concerné, il n'en est pas moins reconnu que le besoin d'accéder aux renseignements contenus dans ce bulletin dépasse les frontières de ce pays. En particulier, les services des Etats membres s'intéressent aux renseignements contenus dans tous les bulletins nationaux. Il est de ce fait admis qu'il existe un besoin d'harmoniser la présentation des bulletins, en tenant compte à cet égard des exigences des différentes législations nationales.

6. Le Comité est parvenu à un accord sur les six chapitres principaux figurant à l'annexe III du présent document. Ils devraient apparaître dans tous les bulletins (dans la mesure où des renseignements doivent être publiés dans ces chapitres) et devraient être numérotés de I à VI avec une indication précisant que la numérotation a fait l'objet d'un accord et a été harmonisée au sein de l'UPOV. Les renseignements à publier dans chaque chapitre principal seront, comme par le passé, présentés sous forme de tableaux, dont le nombre et les titres seront arrêtés par chaque Etat conformément à sa législation et à ses usages. L'annexe III donne des indications sur ce qu'il conviendrait de publier dans chaque chapitre. En ce qui concerne les renseignements qui n'ont pas leur place dans l'un de ces chapitres, ils figureraient dans d'autres chapitres dont la numérotation serait facultative. Enfin, le Comité décide que le Conseil devrait être invité à faire une recommandation aux Etats membres pour qu'ils appliquent l'annexe III du présent document.

7. Le Comité, reconnaissant la valeur et l'utilité du projet de bulletin type de l'UPOV figurant à l'annexe I du document CAJ/I/5, convient que le Bureau de l'Union devra le reviser à la lumière des décisions dont il est rendu compte ci-dessus et devra présenter la version révisée au Comité à sa prochaine session. Le bulletin type de l'UPOV devrait ensuite être publié et, dans un premier temps, devrait constituer un guide pour les Etats - en particulier les nouveaux Etats membres - commençant la publication d'un bulletin de la protection des obtentions végétales ou d'un nouveau type de bulletin.

8. La question de savoir dans quel ordre les différents genres et espèces doivent être énumérés dans les bulletins nationaux est soulevée. La délégation de la France suggère qu'un guide de l'UPOV soit établi. Après que quelques indications ont été données sur l'ordre adopté dans certains Etats membres, le Comité décide d'ajourner le débat sur cette question.

Evolution à long terme de l'Union

9. Il est souligné que dans le nouveau texte de la Convention adopté par la Conférence diplomatique le 23 octobre 1978, un certain nombre de dispositions ont été assouplies afin de tenir compte des difficultés particulières rencontrées par des Etats qui désirent adhérer à l'Union. Il est estimé qu'à l'avenir une plus grande flexibilité pourrait même être nécessaire pour permettre à d'autres Etats d'adhérer à la Convention. En outre, il est souligné que les législations des Etats membres présentent déjà des différences sur des principes fondamentaux, en particulier dans les cas où la Convention s'est bornée à définir un minimum. Il est rappelé que les auteurs de la Convention avaient à coeur de résoudre les problèmes liés à la protection des obtentions végétales conformément à des principes uniformes et, pour cette raison, il est proposé d'étudier si une plus grande harmonisation, qui ne pourrait éventuellement pas être réalisée pour tous les Etats membres, pourrait être obtenue par quelques-uns d'entre eux, si nécessaire en concluant des arrangements particuliers conformément à l'article 29 de la Convention.

10. Au cours du débat qui s'ensuit, il est indiqué que l'on pourrait envisager ce qui suit :

1) Accord réalisé au moins au sein d'un groupe d'Etats membres sur un ou plusieurs des points suivants : liste des espèces protégées; traitement national sans réciprocité; extension de l'étendue de la protection dans certains cas, par exemple la vente de jeunes plants; définition de la nouveauté; durée de la protection; dénominations variétales; taxes (types et barèmes); bulletins de la protection des obtentions végétales.

ii) Instauration d'un système selon lequel une demande de protection déposée dans un Etat tiendrait lieu de demande dans les autres Etats parties à ce système. (Chaque Etat continuerait à accorder des titres de protection séparés);

iii) Conclusion d'un arrangement particulier entre certains Etats membres selon lequel la protection accordée dans un Etat membre prendrait aussi effet dans les autres Etats.

11. Le Comité prend note des différentes possibilités avec grand intérêt et convient qu'elles devraient être examinées en détail. C'est pourquoi il est convenu de demander au Conseil de donner au Comité le mandat de poursuivre ses travaux sur cette question. Pour les besoins de ces travaux, le Bureau de l'Union devra préparer un document.

12. Il est souligné que, en raison des liens étroits entre les questions administratives, juridiques et techniques dans ce domaine, le Comité technique devrait participer aux travaux lorsque cela s'avère nécessaire. A cet effet, des séances communes devraient être tenues sous la direction du Comité administratif et juridique. A ce propos, il est rappelé que le Comité technique a décidé à sa douzième session que les questions de l'examen régional et de l'acceptation de rapports d'examen établis par d'autres Etats devraient être étudiées le 14 novembre 1978 lors d'une séance commune avec le Comité.

#### Coopération avec les Communautés européennes (CE)

13. Les débats se déroulent sur la base du document CAJ/II/6, ainsi que sur les débats précédents sur l'évolution future de l'Union. Les Etats membres de l'Union qui ne sont pas membres des CE soulignent le grand intérêt qu'ils manifestent pour la participation dans les travaux sur l'évolution future de l'Union vers une coopération plus étroite et expriment le voeu que l'UPOV prendra les initiatives nécessaires afin que cette question et d'autres questions continuent à être examinées au sein de l'UPOV, où ils n'encourent pas le risque d'être exclus des travaux et de leurs résultats. En particulier, ils soulignent que, si un accord du type mentionné à l'article 29 de la Convention devait être conclu, cet accord devrait être ouvert à tout Etat membre de l'UPOV en mesure d'appliquer ses dispositions.

14. Le Comité étudie, sur la base du document CAJ/II/6, l'opportunité d'établir un accord de travail avec les CE. Il propose que le Comité consultatif devrait examiner cette question d'une façon plus approfondie.

#### Accords bilatéraux de coopération en matière d'examen

15. Les débats se déroulent sur le projet No 1 du document C/XII/7. Le Président rappelle que les Etats membres avaient été invités à tenir le Bureau de l'Union au courant de la conclusion de nouveaux accords bilatéraux ainsi que de l'extension d'accords bilatéraux déjà conclus. Le Comité accepte le projet et en autorise la distribution sous la forme du document C/XII/7.

#### Taxes payées en relation avec l'examen des variétés en vertu d'un accommodement sur la coopération

16. Après que l'on a indiqué que dans certains Etats membres les règles relatives aux taxes à payer en relation avec l'examen des variétés en vertu d'un accommodement sur la coopération (voir la Résolution sur les questions de taxes (document C/VII/23) et l'Accord type de l'UPOV pour la coopération internationale en matière d'examen des variétés (document C/IX/12, annexe II)) posent certains problèmes, le Comité convient que cette question devrait être examinée à nouveau dans sa totalité. A cet effet, les Etats membres sont priés de fournir au Bureau de l'Union les renseignements suivants avant la fin de janvier 1979 :

i) le barème complet des taxes à payer en matière de protection des obtentions végétales (et, si nécessaire, en matière de catalogue);

ii) une description détaillée des taxes à payer en rapport avec la coopération en matière d'examen (en particulier dans le cas où le rapport d'examen déjà établi par un autre Etat ou en préparation par cet Etat est repris et dans le cas où l'examen est confié à un autre Etat).

17. Après avoir reçu les renseignements mentionnés dans le paragraphe précédent, le Bureau de l'Union devra préparer un document de synthèse.

18. Enfin, le Comité décide que, afin de préparer la discussion, une réunion d'experts (un expert par Etat membre) devra se tenir le 23 avril 1979, à partir de 14 h.

#### Formulaires types de l'UPOV pour la transmission de résultats d'examen

19. Les débats se déroulent sur la base du document CAJ/II/5. La majorité des délégations reconnaît l'utilité d'un formulaire type pour la transmission de résultats d'examen et préfère un formulaire concis tel que celui qui figure à l'annexe I du document CAJ/II/5. Le Comité prie le Bureau de l'Union de préparer une nouvelle proposition sur la base de cette annexe.

20. Dans ce contexte, la délégation des Pays-Bas introduit un autre formulaire type proposé, qui figure à l'annexe IV du présent document. Le Comité décide que ce formulaire devrait faire l'objet d'un point de l'ordre du jour de la prochaine session. La délégation des Pays-Bas est priée de fournir une description détaillée du problème à résoudre.

#### Compte rendu du Symposium sous-régional andin sur les semences

21. Le Secrétaire général adjoint rend compte du premier Symposium sous-régional andin sur les semences tenu sous les auspices du Groupe andin à Lima (Pérou) du 30 octobre au 3 novembre 1978, auquel lui-même et le Dr Böringer (République fédérale d'Allemagne) ont participé. Il indique que le Dr Böringer avait fait un exposé dans lequel il avait traité, entre autres, des aspects techniques et juridiques de la protection des obtentions végétales en vertu de la Convention UPOV et de l'influence des droits d'obtenteur sur la commercialisation des semences. Le Secrétaire général adjoint indique en outre que, dans une réunion avec le Coordonnateur actuel du Secrétariat du Groupe andin, c'est-à-dire avec le fonctionnaire le plus important de cette organisation, il avait été convenu d'établir les relations fructueuses entre l'UPOV et le Groupe andin sur une base plus formelle en procédant, entre les responsables administratifs, à un échange de lettres qui constitueront un accord de coopération.

#### Organisation des travaux futurs du Comité - Programme de la prochaine session

22. Le Comité prend note de l'avis exprimé par le Comité consultatif à sa dix-septième session selon lequel "les travaux futurs de tous les organes de l'UPOV, et même du Conseil, devraient être minutieusement planifiés afin de garantir la meilleure utilisation du temps prévu pour chaque réunion" (voir le document CC/XVII/6, paragraphe 16). Le Comité est entièrement d'accord avec le Comité consultatif, en particulier du fait qu'il doit examiner un certain nombre de questions importantes et complexes, telles que l'évolution future de l'Union et l'établissement d'une loi type sur la protection des obtentions végétales, dans des réunions relativement courtes.

23. En ce qui concerne la prochaine session, qui se tiendra les 24 et 25 avril 1979, le Comité convient que, sous réserve des décisions à prendre par les organes appropriés en décembre 1978, l'ordre du jour devrait contenir les points suivants : évolution future de l'Union (y compris, si nécessaire, la question de la coopération avec les Communautés européennes); bulletin type de l'UPOV de la protection des obtentions végétales; taxes payées en rapport avec l'examen des variétés en vertu d'un accommodement sur la coopération (discussions devant être préparées par une réunion d'experts le 23 avril 1979); formulaire type de l'UPOV pour la transmission de résultats d'examen; formulaire type pour la désignation de l'échantillon de la variété; divers. Le Comité n'a pas ajouté le point "rapport par les représentants des Etats membres sur la conclusion d'accords bilatéraux de coopération en matière d'examen" car il est supposé que chaque Etat membre tiendra le Bureau de l'Union au courant de toute conclusion ou de toute extension d'un accord bilatéral.

[Les annexes suivent]

## ANNEX I/ANNEXE I/ANLAGE I

## LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DES PARTICIPANTS/TEILNEHMERLISTE

I. MEMBER STATES/ETATS MEMBRES/VERBANDSSTAATENBELGIUM/BELGIQUE/BELGIEN

M. R. D'HOOGH, Ingénieur agronome principal, Chef de service au Ministère de l'agriculture, 36, rue de Stassart, 1050 Bruxelles

DENMARK/DANEMARK/DÄNEMARK

Mr. F. RASMUSSEN, Director, Plantenyhedsnaevnet, Tystofte, 4230 Skaelskør

Mr. F. ESPENHAIN, Administrative Officer, Plantenyhedsnaevnet, Tystofte, 4230 Skaelskør

FRANCE/FRANKREICH

M. B. LACLAVIERE, Secrétaire général du Comité de la protection des obtentions végétales, 11, rue Jean Nicot, 75007 Paris

Mlle N. BUSTIN, Comité de la protection des obtentions végétales, 11, rue Jean Nicot, 75007 Paris

M. J. BROSSIER, INRA/GEVES, Domaine d'Olonne, Les Vignères, B.P. 1, 84300 Cavaillon

GERMANY (FED. REP. OF)/ALLEMAGNE (REP. FED. D')/DEUTSCHLAND (BUNDESREPUBLIK)

Dr. D. BÖRINGER, Präsident, Bundessortenamt, Bemeroder Rathausplatz 1, 3000 Hannover 72

Mr. H. KUNHARDT, Leitender Regierungsdirektor, Bundessortenamt, Bemeroder Rathausplatz 1, 3000 Hannover 72

Dr. A. MÜHLEN, 1. Sekretär, Ständige Vertretung der Bundesrepublik Deutschland, 28D, Chemin du Petit-Saconnex, 1211 Genf 19

ITALY/ITALIE/ITALIEN

M. A. SINAGRA, Professeur Université - Magistrat du Tribunal, Bureau du Délégué aux accords pour la propriété intellectuelle, Ministère des affaires étrangères, Rome

NETHERLANDS/PAYS-BAS/NIEDERLANDE

Mr. K.A. FIKKERT, Legal Advisor, Ministry of Agriculture and Fisheries, Bezuidenhoutseweg 73, The Hague

Mr. A.W.A.M. VAN DER MEEREN, Board for Plant Breeders' Rights, P.B. 104, 6700 AC Wageningen

Mr. R. DUYVENDAK, RIVRO, Postbus 32, 6700 AA Wageningen

Mr. F. SCHNEIDER, RIVRO, c/o IVT, P.B. 16, 6140 Wageningen

SOUTH AFRICA/AFRIQUE DU SUD/SÜDAFRIKA

M. J.A. THOMAS, Conseiller agricole, Ambassade d'Afrique du Sud, 59, Quai d'Orsay, 75007 Paris

SWEDEN/SUEDE/SCHWEDEN

Mr. O. SVENSSON, Head of Office, National Plant Variety Board, 17173 Solna

SWITZERLAND/SUISSE/SCHWEIZ

Mr. W. GFELLER, juristischer Beamter, Abteilung für Landwirtschaft, Büro für Sortenschutz, Mattenhofstrasse 5, 3003 Bern

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI/VEREINIGTES KÖNIGREICH

Miss E.V. THORNTON, Deputy Controller, Plant Variety Rights Office, White House Lane, Huntingdon Road, Cambridge CB3 0LE

II. OBSERVERS/OBSERVATEURS/BEOBACHTERCANADA/KANADA

Miss F.I. LEMON, Seeds Section, Plant Products Division, Neatby Building, Carling Ave., Ottawa, Ontario, K1A 0C6

Mr. M.R. LEIR, Third Secretary, Canadian Permanent Mission, 10A Av. de Budé, 1202 Geneva

IRELAND/IRLANDE/IRLAND

Miss B.M. O'CONNELL, Principal Officer, Department of Agriculture, 61, Braemor Rd., Dublin 14

Mr. D. HICKEY, Assistant Principal, Agriculture House, Kildare Street, Dublin 2

Mr. D. FEELEY, Agricultural Inspector, Department of Agriculture, Dublin 2

SPAIN/ESPAGNE/SPANIEN

Mr. R. FRIAS, Instituto Nacional de Semillas y Plantas de Vivero, Carretera de la Coruña, Km. 7,5, Madrid 35

III. OFFICER/BUREAU/VORSITZ

Dr. D. BÖRINGER, Chairman

IV. OFFICE OF UPOV/BUREAU DE L'UPOV/BÜRO DER UPOV

Dr. A. BOGSCH, Secretary-General

Dr. H. MAST, Vice Secretary-General

Dr. M.-H. THIELE-WITTIG, Senior Technical Officer

Mr. A. WHEELER, Legal Officer

Mr. A. HEITZ, Administrative and Technical Officer

[Annex II follows;  
l'annexe II suit;  
Anlage II folgt]

CONSIDERATIONS SUR LE JUGEMENT DES LICENCES DE MULTIPLICATION  
DU POINT DE VUE DE LA LEGISLATION SUR LA CONCURRENCE

A propos de la question de savoir dans quelle mesure les licences de multiplication de semences et plants peuvent être comparées aux licences de fabrication en ce qui concerne leur fondement matériel, il convient de tenir compte de ce qui suit.

I. La production de semences et de plants présente très généralement, en raison des données biologiques, des caractères particuliers par rapport à la fabrication de produits manufacturés. Lors de la fabrication de produits qui relèvent de la propriété industrielle, les conditions suivantes sont en général réunies :

a) On dispose de connaissances techniques (l'invention divulguée). Celle-ci est décrite de telle façon que l'homme de l'art peut reconstituer le processus de l'invention dont la description fait partie des connaissances techniques et reproduire à volonté l'objet de l'invention. Seul le droit d'appliquer ces connaissances techniques fait normalement l'objet de relations contractuelles entre l'inventeur et le fabricant.

b) Les matières premières nécessaires pour la fabrication de l'objet de l'invention (par exemple, les métaux, les produits chimiques de base) peuvent être obtenues, en règle générale, chez des fournisseurs différents, indépendants les uns des autres, et dans les mêmes qualités. L'approvisionnement en ces matières premières ne suppose aucun lien particulier entre l'inventeur et le fabricant.

c) Si différents fabricants appliquent les connaissances techniques mentionnées sous le point a) et utilisent les mêmes matières premières mentionnées au point b), leurs produits seront en essence identiques, indépendamment du lieu et des autres conditions de production. Il s'agit donc du même produit malgré les processus de fabrication indépendants. C'est pourquoi il est permis de conclure que les licences exclusives de fabrication peuvent affecter le commerce de ce produit.

II. Les conditions préalables ci-dessus ne sont pas réunies lors de la multiplication des semences et des plants, qui constituent un objet vivant.

a) Le matériel de départ pour la production de semences ou de plants d'une variété (donc pour la multiplication) est constitué par un ou plusieurs ensembles de plantes, dont chacun possède certains caractères morphologiques et physiologiques à déterminisme génétique. La production de nouvelles plantes possédant ces caractères n'est possible que par hérédité de ces caractères, par le biais de la multiplication des plantes de l'ensemble en question. La production d'ensembles de plantes ayant des caractères déterminés ne peut de ce fait faire l'objet d'une description incluse dans les connaissances techniques, description qui permettrait à un homme de l'art de produire des plantes dont les caractères correspondent à ceux de la variété à partir d'un matériel végétal qui n'appartient pas aux ensembles de plantes idoines. Le procédé de production de plantes à caractères déterminés n'est donc pas reproductible pour des tiers qui ne possèdent pas le matériel de départ typique de la variété.

b) Même si un producteur de semences ou de plants (multiplicateur) entre en possession de matériel végétal de la variété, il n'est pas évident qu'il pourra produire à volonté des semences ou des plants de la variété en multipliant ce matériel de départ. En effet, il faut garder à l'esprit que la multiplication de matériel végétal n'est pas un simple procédé de fabrication mécanique, mais un processus héréditaire au sens biologique. La combinaison de caractères d'une variété sélectionnée est le résultat d'un travail de sélection de longue haleine, dans lequel certains caractères génétiques ont été introduits dans une variété au moyen de diverses méthodes d'amélioration des plantes (par exemple, croisement, croisement en retour, induction de mutations, liés à une sélection sévère et des essais de descendance). Conformément aux lois biologiques, une variété ne reste pas éternellement stable, c'est-à-dire que toutes ses plantes ne possèdent plus la même combinaison de caractères après un certain nombre de multiplications; au contraire, elle a tendance à se modifier. Les principales modifications sont les suivantes :

1) En raison de disjonctions et de mutations, c'est-à-dire de modifications au niveau génétique, naissent des plantes dont les caractères ne correspondent pas à la description de la variété. Ainsi la variété perd son homogénéité. Cependant,



l'homogénéité (c'est-à-dire l'identité des caractères de toutes les plantes d'une variété, compte tenu des particularités de l'espèce) est une condition essentielle pour pouvoir définir et identifier la variété et pour attacher des conséquences juridiques à cette variété (protection des obtentions végétales, inscription à un catalogue, certification des semences). Un ensemble de plantes dont les individus ne sont pas identiques (compte tenu des particularités de l'espèce) n'est absolument pas une "variété" et ses semences ou ses plants ne sont pas utilisables pour la culture. C'est pour cette raison qu'à la fois l'article 6.1)c) de la Convention UPOV et l'article 4.1) de la Directive du Conseil des Communautés européennes relative au catalogue communautaire des plantes agricoles et l'article 4) de la Directive du Conseil des Communautés européennes relative au commerce des semences maraîchères, prévoient que l'homogénéité est une des conditions préalables à la délivrance d'un titre de protection et à l'inscription aux catalogues de variétés.

ii) Chez la plupart des espèces, les variétés ont tendance à se modifier dans leur ensemble à la suite des multiplications successives, c'est-à-dire que l'ensemble des plantes "dérive". Alors, après les multiplications successives, les caractères morphologiques et physiologiques de la variété ne présentent plus les niveaux d'expression déterminés à l'origine par l'obteneur et ensuite lors de la délivrance du titre de protection ou de l'inscription dans un catalogue de variétés. Ainsi la variété n'est plus stable. De cette modification naît un autre ensemble de plantes. Ses semences ou ses plants constituent donc un autre produit, différent des semences ou des plants de la variété. C'est pourquoi la stabilité fait partie des conditions préalables à la protection et à l'inscription à un catalogue en vertu de l'article 6.1)d) de la Convention UPOV et des dispositions précitées des directives du Conseil des Communautés européennes.

Pour éviter les modifications précitées, il faut procéder continuellement à une sélection conservatrice de la variété (y compris, dans le cas des hybrides et des variétés synthétiques, des composantes généalogiques). La sélection conservatrice de la variété contient donc toujours des éléments essentiels du processus de sélection initial (élimination des hybrides accidentels, des mutants, des plantes introduites en mélange et malades). Il faut continuellement faire preuve des activités de sélection conservatrice et de leur résultat aux autorités compétentes, en vertu de l'article 10.2) de la Convention UPOV et des articles 11 et 12 des directives susmentionnées du Conseil des Communautés européennes. Si la variété n'est pas maintenue conforme à sa description initiale, l'obteneur est déchu de son droit et la variété est rayée du catalogue.

c) Même si un multiplicateur disposait constamment de semences ou de plants produisant des plantes typiques de la variété et sans mélange, il ne serait pas encore certain que le résultat de sa multiplication sera des semences ou des plants typiques de la variété et sans mélange. Le résultat de la multiplication peut être influencé par les facteurs suivants.

i) Les semences et les plants sont un matériel vivant qui ne peut pas être conservé comme n'importe quel autre produit mais doit être maintenu en vie par des mesures adéquates. Des mesures inadéquates (certaines influences chimiques ou physiques) peuvent produire des modifications génétiques au niveau des semences et des plants, ce qui se traduit par une culture non typique de la variété et manquant de pureté variétale, bien qu'à l'origine les semences ou les plants fussent typiques de la variété et sans mélange.

ii) En tant que matériel vivant, les plantes sont susceptibles d'être attaquées par les parasites et maladies. Ceux-ci peuvent être sous l'influence de facteurs que le multiplicateur ne peut pas contrôler (climat, exposition, cultures et plantes sauvages environnantes, niveau d'infection général dans le lieu de culture). Les maladies peuvent se transmettre par l'intermédiaire des semences et des plants - au début le plus souvent de façon inaperçue. Elles se traduisent chez les acheteurs de semences et de plants (les cultivateurs) par des préjudices économiques importants.

iii) Chez beaucoup d'espèces, les variétés ne peuvent être maintenues à l'état typique et pur que s'il n'y a pas de fécondation par du pollen étranger lors de la multiplication, car sinon se produisent des croisements indésirables et incontrôlés qui modifient la variété. Il faut donc s'assurer que les multiplications ne sont pas effectuées en des lieux où ces facteurs, qui ne peuvent pas toujours être contrôlés par le multiplicateur, ne sont pas exclus.

III. Compte tenu de ce qui précède, il convient de retenir les facteurs suivants comme particularités de la multiplication par rapport à la fabrication de produits manufacturés.

i) L'innovation qui réside dans la sélection d'une variété n'est pas terminée avec la production d'une certaine quantité de matériel végétal, mais nécessite un travail constant de sélection conservatrice de la variété en raison du caractère vivant de celle-ci.

ii) Chaque multiplication est partie intégrante de cette sélection conservatrice. Des développements aberrants lors de cette multiplication peuvent modifier la variété ou une partie importante de celle-ci et donc affecter considérablement la disponibilité des semences ou des plants typiques de la variété et sans mélange, et même les rendre indisponibles.

iii) Des vices comme ceux décrits plus haut ne peuvent être constatés sur les semences ou les plants du fait qu'il s'agit surtout de défauts au niveau génétique. L'utilisateur de semences et de plants (agriculteur) n'a donc aucune possibilité d'en juger les caractères et les qualités sur la base d'un échantillon. Les défauts ne se manifestent qu'en culture. Alors, le préjudice est déjà constitué pour l'agriculteur et ne peut plus être réparé.

iv) En tant que responsable de la variété, l'obtenteur doit garantir son maintien. Conformément aux instruments juridiques fondamentaux relevant du droit international, ceci est expressément prévu par les différents Etats dans leur législation sur la protection des obtentions végétales et sur les semences. L'obtenteur répond des insuffisances du maintien de la variété, car il peut être déchu de son titre de protection et la variété peut être rayée du catalogue. En règle générale, ceci affecte également les utilisateurs de semences et de plants. L'obtenteur ne peut satisfaire efficacement à l'obligation qui lui est imposée dans l'intérêt des utilisateurs de maintenir la variété, et ne peut garantir ce maintien, que s'il garde l'influence décisive sur la multiplication de la variété. Il doit pouvoir définir et contrôler sans réserve les conditions dans lesquelles la variété est multipliée.

v) Les particularités à déterminisme biologique de l'amélioration des plantes, l'obligation de la sélection conservatrice ininterrompue y comprise, constituaient la raison principale pour laquelle les règles de la législation sur les brevets applicables aux produits industriels se sont montrées généralement inaptes à la protection des obtentions végétales; il a donc été nécessaire d'instaurer un titre de protection particulier.

vi) Pour les raisons susmentionnées, l'obtenteur devrait garder la possibilité de contrôler entièrement la multiplication et de la limiter à des établissements déterminés, au moyen de la concession de licences de multiplication exclusives. Ceci devrait aussi s'appliquer lorsqu'il a à sa disposition un nombre relativement grand d'établissements de même compétence et qu'on ne peut pas attendre de l'obtenteur d'un point de vue économique qu'il mette en place un système de contrôle qui couvre un grand nombre d'établissements de multiplication.

Il résulte de ce qui précède qu'il existe des différences essentielles entre les licences de fabrication et les licences de multiplication en ce qui concerne leurs fondements matériels. Ces différences devraient être soigneusement prises en considération lors d'un examen du point de vue du droit sur la concurrence.

[L'annexe III suit]

BULLETINS DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VEGETALES  
PRINCIPAUX CHAPITRES

sur lesquels le Comité administratif et juridique est parvenu à un accord  
à sa deuxième session (15 au 17 novembre 1978)

Les principaux chapitres suivants devraient figurer dans les bulletins de la protection des obtentions végétales de tous les Etats membres et leurs titres devraient, au moins de temps en temps, être traduits dans les trois langues de travail de l'UPOV.

**I.\* Demandes**

Devant contenir les renseignements sur les demandes de protection et, le cas échéant, sur les demandes de protection provisoire ou d'inscription au Catalogue néerlandais des variétés conformément à l'article 18.2) de la loi [néerlandaise].

**II.\* Dénominations variétales**

Devant contenir les renseignements sur les dénominations proposées, les dénominations approuvées (le cas échéant) et les modifications apportées à des dénominations avant (le cas échéant) et après l'octroi de la protection.

**III.\* Retrait de demandes**

Devant contenir les renseignements sur le retrait de toute demande d'un type visé au chapitre I ci-dessus.

**IV.\* Décisions**

Devant contenir les renseignements sur les décisions envisagées (le cas échéant) et sur les décisions prises en relation avec toute demande d'un type visé au chapitre I ci-dessus, à savoir :

i) les décisions de donner une suite favorable à la demande (c'est-à-dire, octroi de la protection, octroi de la protection provisoire, inscription au Catalogue néerlandais des variétés);

ii) les décisions de rejeter la demande.

**V.\* Modifications dans la personne du demandeur ou du titulaire de la protection**

Devant contenir les renseignements sur les modifications dans la personne du demandeur ou du titulaire de la protection et, le cas échéant, dans la personne du mandataire.

**VI.\* Fin de la protection**

Devant contenir des renseignements sur l'abandon, l'expiration, la déchéance et l'annulation de la protection.

Les autres chapitres seront numérotés en chiffres romains (VII, VIII, etc.) sans référence à la note, seront numérotés selon un autre système, ou bien encore ne seront pas numérotés.

[L'annexe IV suit]

---

\* Numérotation à utiliser dans tous les bulletins et à accompagner d'une note attirant l'attention des lecteurs sur le fait qu'elle a été harmonisée au sein de l'UPOV

## ANNEXE IV

FORMULAIRE TYPE POUR LA DESIGNATION DE L'ECHANTILLON  
DE LA VARIETEproposé par la délégation des Pays-Bas

## DESIGNATION DE L'ECHANTILLON TYPE

Je soussigné .....  
désigne par la présente l'échantillon type qui

☐ se rapporte à la demande en instance en ..... (pays)  
sous le numéro de référence .....

☐ se rapportait à la demande ayant déjà fait l'objet d'une  
décision en ..... (pays) sous le numéro de  
référence .....

comme l'échantillon type de la variété .....  
de l'espèce ....., pour laquelle la demande  
..... (numéro de référence) a été déposée en  
..... (pays).

.....19  
(lieu et date)

.....  
(signature)

☒ cocher la case appropriée

[Fin de l'annexe IV et du document]